

Extrait du registre aux délibérations du Conseil communal**Présents**

Christophe Magdalijs, *Président* ;  
Didier Gosuin, *Bourgmestre* ;  
Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders,  
Lieve Jorens, *Échevin-e-s* ;  
Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame,  
Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens,  
Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine  
Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, *Conseillers communaux* ;  
Etienne Schoonbroodt, *Secrétaire communal*.

**Excusés**

Jeannine Crucifix, *Échevin-e* ;  
Nathalie Wyns, *Conseiller communal*.

**Séance du 25.03.21**

---

**#Objet : Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations. - Approbation des modifications prévues pour l'année 2021.#**

---

Séance publique

**Prévention**

LE CONSEIL,

Vu la Nouvelle loi communale, l'article 117 ;

Considérant ce qui suit :

Depuis 2009, dans le cadre des subsides octroyés à la Commune d'Auderghem, des primes sont proposées en vue d'encourager les ménages auderghemois à sécuriser leur habitation dans le cadre de la lutte contre le cambriolage. Un règlement a été mis en place en collaboration avec d'autres communes bruxelloises et en partenariat avec la police d'Auderghem, et ensuite approuvé par le conseil communal en date du 28 janvier 2010.

Ce règlement a fait l'objet de plusieurs modifications au terme de chaque année d'application afin de l'adapter au mieux aux réalités rencontrées.

En cette année 2021, la Maison de la Prévention souhaite encore inciter davantage à la sécurisation de son habitation, le cambriolage étant une problématique qui touche toute la population, quelque soit le revenu. Mais il est également question d'inciter principalement les ménages dont les revenus ne permettent pas aisément de procéder à de tels investissements.

Suite aux constats réalisés par la coordination administrative et financière de la Maison de la Prévention, en charge du traitement administratif des dossiers, et du Conseiller en Prévention vol, Monsieur Luc Storms, il s'avère qu'un certain nombre de particuliers se résignent face à la lourdeur du processus administratif en place, qu'il s'agisse d'introduire un dossier de demande ou de réaliser effectivement des travaux de sécurisation.

La philosophie qui se dégage est désormais de proposer une prime accessible à tous, moyennant une procédure administrative allégée, d'un montant de 100 € maximum (50 % de la facture plafonnée). Parallèlement à cette prime "pour tous", l'objectif est d'encourager plus fortement encore les ménages à revenus plus faibles en maintenant la possibilité d'octroi d'une prime de 400 € moyennant l'introduction d'un dossier administratif comparable aux règlements précédents. Dans ce second cas exclusivement, des forfaits de revenus ne pourront être dépassés, ce qui permettra d'encourager davantage les ménages prioritairement ciblés.

Les modifications présentées dans le présent règlement concernent donc :

1) La prime qui serait allouée dans le cadre de travaux de sécurisation effectués par un particulier s'élève

désormais à un maximum de 100 € (50 % de la facture transmise, plafonnée). Cette prime sera octroyée moyennant l'introduction d'un dossier de demande administrativement allégé.

Si le demandeur sollicite une prime de 400 € (50 % de la facture plafonnée), il devra démontrer que ses revenus ne dépassent pas les montants fixés dans le règlement.

Dans le cas de la prime de 100 €, le dossier nécessitera moins de documents administratifs : aucune condition de revenu à respecter, ce qui induit qu'il ne sera pas nécessaire de fournir une composition de ménage et l'avertissement-extrait de rôle de chaque personne faisant partie de ce dernier.

2) La structure ainsi que certains articles du règlement ont été revus et/ou supprimés en vue d'alléger le règlement et le rendre plus lisible. Certains documents, précédemment demandés, ont été supprimés (lien entre le bien et le demandeur, preuve de paiement de la facture transmise, ...).

De même, les travaux ne devront plus forcément avoir été réalisés endéans l'année de demande, ce qu'autorisent les conventions régionale et fédérale. La prime devra toutefois bien être payée endéans l'année de l'introduction de la demande afin de pouvoir être insérée dans le dossier financier de justificatifs ;

3) L'envoi par recommandé reste d'usage et privilégié, mais ne sera plus l'unique moyen de faire parvenir son dossier de demande à la Maison de la Prévention. Au vu du contexte sanitaire actuel, de l'amointrissement de la prime sans condition de revenu, et du coût qu'un recommandé représente, il est proposé la possibilité d'un dépôt au sein des bureaux, contre remise d'un accusé de réception (date faisant foi comme pour le recommandé) ;

4) Les revenus imposables globalement demeureront une condition à respecter dans le cadre de la prime élargie (400 €) uniquement. Les montants de revenus ont été adaptés sur base des chiffres de la SDRB (citydev.brussels) comme chaque année. Il est toutefois précisé qu'à l'avenir, les revenus d'un couple seront pris en compte de la manière suivante : moitié du revenu le plus bas avec entièreté du revenu le plus élevé. Il est proposé d'appliquer ce système au règlement de primes.

5) Insertion d'annexes : un tableau récapitulatif des documents à fournir (selon la prime), le formulaire de demande à compléter, et le modèle d'accusé de réception qui serait à fournir au particulier lors du dépôt de son dossier directement à la Maison de la Prévention.

Le budget communal prévoit un montant de 10.000 € - 300/33101 - pour l'octroi de primes à la sécurisation des habitations contre le cambriolage pour l'année 2021 ;

DECIDE :

d'approuver les modifications prévues pour l'année 2021 au sein du règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations, ci-après :

***Règlement touchant l'encouragement des ménages à la protection contre les cambriolages et à la sécurisation des habitations - Commune d'Auderghem - Application à partir du 01/01/2021.***

### **Article 1 – Conseiller en Prévention Vol**

Tout citoyen a la possibilité de requérir gratuitement l'avis du Conseiller en Prévention vol en vue de bénéficier de conseils en matière de sécurisation pour son habitation.

Dans le cadre d'une demande de prime à la sécurisation, cette visite est obligatoire avant et après les travaux de sécurisation réalisés.

### **Article 2 – Budget**

Dans les limites des crédits disponibles au budget, et sous réserve de l'octroi de subsides à la commune par la Région de Bruxelles-Capitale et le SPF Intérieur, le Collège des Bourgmestre et Echevins a la possibilité d'attribuer une prime à la sécurisation des habitations et à la protection contre les cambriolages pour le citoyen ayant réalisé des investissements en la matière.

### **Article 3 – Montant de la prime à la sécurisation**

La prime octroyée dans le cadre de travaux de sécurisation s'élève à **50 % de la somme investie avec un maximum plafonné à 100 €** par habitation et par année.

Pour les particuliers dont les revenus ne dépassent pas les montants présentés ci-après, la prime de **50 % de la somme investie pourra être plafonnée jusqu'à 400 €** par habitation et par année :

- • Au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 65.013,43 € ;
- • Avec 1 personne à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 71.080,72 € ;

- • Avec 2 personnes à charge, au ménage dont le revenu imposable ne dépasse pas 74.115,06 € ;
- • A partir de 3 personnes à charge, par personne supplémentaire, le revenu imposable de 74.115,06 € est augmenté de 3.034,34 €. Le montant imposable obtenu ne peut dès lors être dépassé.

**Revenu d'un couple** =  $\frac{1}{2}$  revenu du conjoint avec le revenu le moins élevé + totalité du revenu de l'autre conjoint.

#### **Article 4 – Définitions**

§3.1. Par le mot « prime » il faut entendre le montant remboursé par la commune d'un pourcentage des frais avancés par le citoyen pour l'achat et l'installation de moyens destinés à assurer la protection de son habitation contre le cambriolage.

§3.2. Par le mot « habitation », il faut entendre tout appartement, maison ou bien immeuble situé sur le territoire communal et utilisés à des fins privées ou semi-privées.

Toute habitation destinée uniquement à une activité commerciale, industrielle, administrative ou professionnelle ne peut bénéficier d'une prime dans le cadre présent.

§3.3. Par le mot « demandeur », il s'agit de la personne qui introduit le dossier de demande, autrement dit, il s'agit de la personne qui a effectivement investi en vue de réaliser les travaux de sécurisation. La prime sera versée au demandeur en cas d'avis favorable, sauf mention expresse du demandeur.

Le demandeur est exclusivement un particulier (occupant, locataire, propriétaire).

§3.4. Par le mot « ménage », il s'agit de l'ensemble des personnes faisant partie du ménage du demandeur, qu'il s'agisse de personne(s) à charge ou de personne(s) bénéficiant de revenus professionnels.

#### **Article 5 – Mesures de sécurisation prises en considération**

Les mesures doivent contribuer à la protection de l'habitation dans sa globalité et diminuer les risques objectifs de cambriolage, démontrant un caractère de sécurisation évident et concret. Les investissements relatifs à la sécurisation des habitations ne seront pris en considération que s'ils ont pour objet la fourniture et le placement des éléments de façade retardateurs d'intrusion.

Seules les mesures technologiques de type système d'alarme électronique ou de vidéosurveillance ne pourront faire l'objet d'une demande de prime.

#### **Article 6 - Procédure**

Avant la réalisation effective des travaux de sécurisation, le particulier sollicite la visite du Conseiller en Prévention Vol. Cette demande de passage est adressée à la Maison de la Prévention (par email : [admin-prevention@audergem.brussels](mailto:admin-prevention@audergem.brussels), ou par téléphone au 02/648.14.40).

Dans la situation où aucune visite préalable aux travaux de sécurisation n'aurait été réalisée par le Conseiller en prévention vol, la prime ne pourra pas être octroyée, à l'exception de la circonstance particulière suivante : l'habitation aura fait l'objet d'un cambriolage effectif et/ou d'une tentative d'intrusion au sein du domicile.

Cette circonstance doit être avérée par un passage des services de police (numéro de pv du dépôt de plainte à fournir).

Un demandeur qui tient compte de la liste de priorités déterminées par le conseiller en prévention vol diminue fortement le risque de se voir refuser la prime de sécurisation.

Après la réalisation des travaux, le particulier sollicite un second passage du Conseiller en Prévention Vol. Ce dernier rédige un rapport de contrôle consistant en un avis technique quant à la sécurisation de l'habitation.

Le dossier de demande complet devra être adressé à la Maison de la Prévention d'Auderghem - sise chaussée de Wavre 1326 - au plus tard pour le 30 novembre de l'année en cours. Il est transmis soit par recommandé soit en le déposant directement sur place, contre remise d'un accusé de réception. Un registre de demandes sera tenu en fonction de la date de réception des dossiers, toute prime étant octroyée suivant l'ordre chronologique d'introduction jusqu'à épuisement des crédits.

Tout dossier introduit est présenté au Collège échevinal qui décide de l'attribution ou non de la prime, sur base des avis rendus par la Maison de la Prévention pour la partie administrative et par le Conseiller en Prévention Vol pour la partie technique.

Dans le cas d'une décision favorable, le suivi du paiement de la prime est assuré par la Maison de la Prévention auprès du service des finances, selon un délai de paiement de 30 jours à dater de la réception de la décision du Collège échevinal.

Toute décision défavorable est portée à la connaissance du demandeur et devra être justifiée.

Les dossiers incomplets ne seront pas pris en compte.

### **Article 7 – Pièces à fournir dans le dossier de demande**

1. Formulaire de demande dûment complété (annexe 2) ;
2. Facture originale ou copie conforme relative aux achats/travaux (fournisseur, adresse du bien, date, montant payé, travail réalisé et/ou produit(s) fourni(s), numéro de référence de facture). Plusieurs factures peuvent être présentées si plusieurs travaux ont été réalisés au sein du même bien endéans la même année, mais elles doivent être rassemblées au sein d'un seul et même dossier.
3. Le rapport de contrôle du Conseiller en prévention vol fourni suite à sa visite après réalisation des travaux.

***A ces 3 documents, s'ajoutent les suivants, dans le cadre d'une demande de prime jusqu'à 400 € :***

4. Une composition de ménage mentionnant toutes les personnes faisant effectivement partie du ménage.
5. L'avertissement-extrait de rôle relatif à l'impôt des personnes physiques de l'année en cours, ou le plus récent en possession de chaque membre du ménage bénéficiant de revenus professionnels. Les revenus imposables de l'entièreté du ménage seront pris en compte dans le cadre de la condition de revenus à ne pas dépasser. Dans le cas où il n'est pas possible de produire un avertissement extrait-de-rôle, il reste nécessaire de fournir tout document attestant et présentant un détail du revenu professionnel annuel perçu.

### **Article 8 - Contrôle et fraude**

Toute prime octroyée sur base d'une demande frauduleuse ou falsifiée sera récupérée, indépendamment d'éventuelles poursuites judiciaires.

### **Article 9 – Tutelle**

Le présent règlement entre en vigueur dès son approbation par l'autorité de la tutelle.

### **ANNEXE 1 – Tableau récapitulatif des documents à présenter dans le dossier de demande**

<b>Documents à présenter dans le dossier de demande</b>	<b>Prime jusqu'à 100 €</b>	<b>Prime jusqu'à 400 €</b>
Formulaire de demande (annexe 2)	<b>X</b>	<b>X</b>
Facture(s) d'achat originale(s) ou copie(s) conforme(s)	<b>X</b>	<b>X</b>
Rapport de contrôle du Conseiller Prévention Vol	<b>X</b>	<b>X</b>
Composition de ménage	/	<b>X</b>
Avertissement extrait-de-rôle pour chaque membre du ménage bénéficiant de revenus (ou autre document attestant des revenus en l'absence d'avertissement extrait-de-rôle)	/	<b>X</b>
Dossier complet à envoyer par recommandé ou à déposer à la Maison de la Prévention pour le 30 novembre de l'année en cours (contre accusé de réception)	<b>X</b>	<b>X</b>

### **ANNEXE 2 – Formulaire de demande**

**Coordonnées du demandeur :**

Madame      Monsieur

NOM : ..... Prénom : .....

Adresse postale : .....

Tél : ..... Email : .....

La prime doit être versée sur le compte ouvert au nom de : .....

N° Compte IBAN : BE.....

Le demandeur est le propriétaire / locataire du bien sécurisé (biffer la mention inutile).

**Renseignements relatifs à la demande :**

La demande concerne-t-elle un appartement / une maison / autre ? (biffer la mention inutile).

Si cela concerne un appartement, à quel étage se trouve-t-il ? .....

Combien de personnes sont-elles domiciliées à l'adresse de l'habitation concernée par les mesures de prévention aux cambriolages ? .....

Avez-vous été victime d'un cambriolage : Oui – Non – Tentative

Si oui, était-ce au cours des 12 derniers mois ? .....

Depuis combien de temps habitez-vous à Auderghem ? .....

Comment avez-vous eu connaissance de la prime à la sécurisation octroyée par la commune d'Auderghem ?

.....  
.....  
.....

Coordonnées de l'habitation concernée par les mesures de prévention aux cambriolages (si différente du domicile du demandeur mentionné précédemment) :

Adresse : .....N°.....Boite.....1160 Auderghem

**Renseignements relatifs aux travaux de sécurisation réalisés :**

A quelle date avez-vous eu la visite préalable du Conseiller en Prévention Vol ? ...../...../.....

A quelle date les travaux ont-ils été réalisés ? ...../...../.....

A quelle date avez-vous eu la visite de contrôle du Conseiller en Prévention Vol ? ...../...../.....

Sur quels éléments les travaux ont-ils portés ? (porte, fenêtre, ...+ préciser laquelle/lesquelles) :

.....  
.....

A quel montant se sont élevés vos travaux de sécurisation ? ..... €

Quelle prime sollicitez-vous (sous réserve de vérification administrative) ?

100 € - 400 € (biffer la mention inutile).

**Documents à joindre au présent formulaire :**

Facture originale ou copie conforme

Rapport de contrôle du Conseiller en Prévention Vol

Pour les demandes de primes jusqu'à 400 € : Composition de ménage et avertissement extrait de rôle pour l'ensemble du ménage

Je déclare avoir pris connaissance et accepter les termes du règlement relatif à la prime communale à la sécurisation des habitations contre le cambriolage adopté au Conseil communal du ..... et déclare que toutes les données fournies dans le présent formulaire sont sincères et véritables.

Fait le ..... à .....

Signature

Souhaitez-vous être tenu informé de la suite réservée à votre demande : par email - par courrier postal

A transmettre à COORDINATION ADMINISTRATIVE ET FINANCIERE

MAISON DE LA PREVENTION D'AUDERGHEM

Chaussée de Wavre 1326 à 1160 Auderghem

Email : [admin-prevention@auderghem.brussels](mailto:admin-prevention@auderghem.brussels)

**Attention, le dossier de demande complet doit être introduit au plus tard pour le 30 novembre de l'année au cours de laquelle la demande est introduite (art. du règlement communal du ....).**

Les données que vous nous adressez sont traitées par la commune d'Auderghem afin de répondre à votre demande de prime. Elles feront également l'objet d'un traitement à des fins statistiques, duquel aucune donnée identifiable ne ressortira. Aucune donnée ne sera partagée avec des tiers.

Vous pouvez avoir accès à vos données ou les faire rectifier le cas échéant. Vous pouvez exercer ce droit d'accès ou de rectification auprès du Collège des Bourgmestre et Echevins, responsables du traitement.

**ANNEXE 3 – Accusé de réception d'un dossier de demande de prime la sécurisation auprès de l'administration communale d'Auderghem**

Accusé de réception suite au dépôt d'un dossier de demande de prime à la sécurisation des habitations privées auprès de la Maison de la Prévention – Administration communale d'Auderghem.

Le présent accusé confirme la bonne réception du dossier auprès de la Maison de la Prévention mais en aucun cas que le dossier transmis présente l'ensemble des pièces requises et stipulées dans le règlement en la matière.

Le traitement approfondi du dossier sera réalisé à charge exclusive de la coordination administrative et financière de la Maison de la Prévention.

*Une copie du présent accusé de réception sera également transmis à la coordination administrative et financière de la Maison de la Prévention.*

Date :

Cachet du service

Personne ayant délivré le présent accusé : (Nom et prénom)

.....

Signature :

Le Conseil approuve le projet de délibération.

29 votants : 29 votes positifs.

AINSI FAIT ET DÉLIBÉRÉ EN SÉANCE.

Le Secrétaire communal,  
(s) Etienne Schoonbroodt

Le Président,  
(s) Christophe Magdalijns

POUR EXTRAIT CONFORME  
Auderghem, le 26 mars 2021

Le Secrétaire communal,

Le Bourgmestre,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin

Uittreksel uit het register der beraadslagingen van de Gemeenteraad

<b>Aanwezig</b>	Christophe Magdalijns, <i>Voorzitter</i> ; Didier Gosuin, <i>Burgemeester</i> ; Sophie de Vos, Elise Willame, Alain Lefebvre, Eloïse Defosset, Florence Couldrey, Didier Molders, Lieve Jorens, <i>Schepenen</i> ; Isabelle Désir, Véronique Artus, Jean-Claude Vitoux, Christian Grétry, Valérie Cops, Marc Vandame, Vanessa Rigodanzo, Jeremy Van Gorp, Jasmine Boumraya, Stéphanie Paulissen, Marie-Pierre Bauwens, Anastasia Bakounine, Pauline Vermeiren, Michel Blampain, Christine Bogaert, Ingrid Venier, Martine Maelschalck, Matthieu Pillois, François Lebovy, Carinne Lenoir, <i>Gemeenteraadsleden</i> ; Etienne Schoonbroodt, <i>Gemeentesecretaris</i> .
<b>Verontschuldigd</b>	Jeannine Crucifix, <i>Schepen</i> ; Nathalie Wyns, <i>Gemeenteraadslid</i> .

**Zitting van 25.03.21**

---

**#Onderwerp : Reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak. - Goedkeuring van de wijzigingen voorzien voor het jaar 2021.#**

---

Openbare zitting

**Preventie**

DE RAAD,

Gelet op de Nieuwe Gemeentewet; artikel 117 ;

Overwegende wat volgt :

Sinds 2009, in het kader van de subsidies toegekend aan de Gemeente Oudergem worden premies toegekend om de gezinnen uit Oudergem aan te moedigen hun woning te beveiligen in het kader van de bestrijding tegen inbraak.

Een reglement werd in samenwerking met andere Brusselse gemeenten en in partnership met de politie van Oudergem opgesteld en werd door de Gemeenteraad op datum van 28 januari 2010 goedgekeurd.

Dit reglement maakt op het einde van elk jaar het voorwerp van verschillende wijzigingen uit.

In dit jaar 2021 wil het Preventiehuis de beveiliging van zijn huis verder aanmoedigen, aangezien inbraak een probleem is dat de hele bevolking treft, ongeacht het inkomen. Maar het is ook van vooral gezinnen aanmoedigen wiens inkomen het niet gemakkelijk toelaat om dergelijke investeringen te doen.

Volgens opmerkingen van de administratieve en financiële coördinatie van het Preventiehuis belast met de administratieve verwerking van deze dossiers, en van de diefstalpreventieadviseur, Menheer Luc Storms, blijkt het dat een aantal particuliers zich neerleggen bij het omslachtige administratieve proces, of het nu gaat om het indienen van een aanvraag of het daadwerkelijk uitvoeren van beveiligingswerkzaamheden.

De opkomende filosofie is nu om een premie aan te bieden die voor iedereen toegankelijk is, via een gestroomlijnde administratieve procedure, van een maximum bedrag van 100 € (50 % van de rekening afgetopt). Tegelijk met deze "voor allen" -premie, is het doel om gezinnen met nog lagere inkomens aan te moedigen door de mogelijkheid te behouden om een premie van 400 € toe te kennen door een administratief dossier in te voeren dat vergelijkbaar is met dat van eerdere regelingen.

Uitsluitend in dit tweede geval mogen de inkomenspakketten niet worden overschreden, wat de prioritaire doelhuishoudens verder zal aanmoedigen.

De wijzigingen die in deze reglement worden voorgesteld, hebben daarom betrekking op :

1) De premie die zou worden toegekend in het kader van beveiligingswerkzaamheden uitgevoerd door een

particulier bedraagt nu maximaal 100 € (50 % van de verzonden factuur, afgetopt). Deze premie zou worden toegekend door het indienen van een administratief verkleind aanvraagdossier.

Als de aanvrager een premie van 400 € (50 % van de afgetopte factuur), moet hij aantonen dat zijn inkomen niet hoger is dan de bedragen die in het reglement zijn vastgelegd.

In het geval van de premie van 100 € vereist het dossier minder administratieve documenten : er hoeft geen inkomenseis te worden vervuld, wat betekent dat het niet nodig zal zijn om een gezinssamenstelling of het bericht-uittreksel van de beurtrol van personen die tot deze laatste behoren.

2) Zowel de structuur als bepaalde artikelen van de reglement worden herzien en/of geschrapt om de regelgeving te vereenvoudigen en leesbaarder te maken. Bepaalde documenten die eerder waren aangevraagd, zijn verwijderd (link tussen de woning en de aanvrager, bewijs van betaling van de factuur verzonden, ..).

Evenzo zullen de werken niet langer noodzakelijkerwijs moeten zijn uitgevoerd binnen het jaar na de aanvraag, die is toegestaan door regionale en federale overeenkomsten. De premie moet echter binnen het jaar na indiening van de aanvraag worden betaald om in het ondersteunende financiële dossier te kunnen worden opgenomen ;

3) Aangetekende verzending blijft gebruikelijk en bevoorrecht maar zal niet langer de enige manier zijn om een aanvraagdossier naar het Preventiehuis te sturen. Gezien de huidige gezondheidscontext, de premieverlaging zonder inkomensvoorwaarde en de kosten die een aangetekende brief met zich meebrengt, wordt de mogelijkheid voorgesteld om een deponering in de kantoren te doen tegen afgifte van een ontvangstbewijs (geldige datum zoals voor de aangetekende brief) ;

4) Het totale belastbare inkomen blijft een voorwaarde die alleen in het kader van de uitgebreide premie (400 €) moet worden nageleefd. De inkomstenbedragen zijn aangepast op basis van de cijfers van de GOMB (citydev.brussels) zoals elk jaar. Wel is bepaald dat in de toekomst het inkomen van een koppel als volgt wordt meegerekend : de helft van het laagste inkomen met het hele hoogste inkomen. Het wordt voorgesteld om dit systeem toe te passen.

5) Invoeging van bijlagen : Overzichtstabel van te verstrekken documenten (volgens de premie), het aanvraagformulier in te vullen, en het model van de ontvangstbevestiging die zou moeten worden verstrekt bij het dossier rechtstreeks aan het Preventiehuis.

De gemeentebegroting voorziet een bedrag van 10.000 € - 300/33101 - voor de toekenning van premies voor de beveiliging van de woningen tegen inbraak voor het jaar 2021 ;

**BESLIST :**

de wijzigingen voorzien vanaf het jaar 2021 aan het reglement aangaande de aanmoediging van de gezinnen tot de beveiliging van hun woning tegen inbraak gebracht goed te keuren :

***Reglement inzake de aanmoediging van gezinnen om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen - GEMEENTE OUDERGEM - Toepassing: vanaf 01/01/2021***

### **Artikel 1 - Adviseur in diefstalpreventie**

Elke burger kan gratis advies vragen aan de adviseur in diefstalpreventie als begeleiding bij de beveiliging van zijn/haar woning.

Als onderdeel van een premieaanvraag voor beveiliging is het verplicht dat de adviseur in diefstalpreventie voor en na de uitgevoerde beveiligingswerken langskomt.

### **Artikel 2 - Budget**

Binnen de grenzen van de voorziene bedragen in de begroting en onder voorbehoud van de door het Brussels Hoofdstedelijk Gewest en de FOD Binnenlandse Zaken toegestane toelagen aan de gemeente krijgt het College van Burgemeester en Schepenen de mogelijkheid een beveiligingspremie om woningen te beveiligen en tegen inbraak te beschermen bestemd voor de burger die in de loop van het begrotingsjaar investeringen uitgevoerd heeft toe te staan.

### **Artikel 3 - Bedrag van de beveiligingspremie**

De premie voor beveiligingswerken bedraagt **50% van het geïnvesteerde bedrag met een plafond van € 100** per woning en per jaar.

Voor particulieren met een inkomen dat niet hoger ligt dan de hierna vermelde bedragen kan de premie van **50% van het geïnvesteerde bedrag tot € 400** per woning en per jaar worden begrensd:

- • Aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de € 65.013,43 niet overschrijdt;



- • Met één persoon ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de € 71.080,72 niet overschrijdt;
- • Met twee personen ten laste, aan het gezin waarvan het belastbaar inkomen de € 74.115,06 niet overschrijdt;
- • Vanaf 3 personen ten laste wordt het belastbaar inkomen van € 74.115,06 met € 3.034,34 verhoogd per bijkomende persoon. Het vastgesteld belastbaar inkomen mag dan ook niet overschreden worden.

**Inkomen van een koppel** =  $\frac{1}{2}$  van het inkomen van de partner met het laagste inkomen + het volledige inkomen van de andere partner.

#### **Artikel 4 – Definities**

§3.1. Onder “premie” wordt verstaan: het door de gemeente terugbetaalde bedrag dat een percentage is van de kosten die de burger reeds heeft gemaakt voor de aankoop en de installatie van middelen om zijn woning tegen inbraak te beschermen.

§3.2. Onder “woning” wordt verstaan: alle appartementen, woningen of onroerende goederen, gelegen op het gemeentelijk grondgebied en gebruikt voor privé of semi-privé doeleinden

Binnen het huidige kader kan geen enkele woning die uitsluitend voor commerciële, industriële, bestuurlijke of professionele activiteiten bestemd is een premie ontvangen.

§3.3. Onder "aanvrager" wordt verstaan: de persoon die het aanvraagdossier indient. Het gaat in andere woorden om de persoon die daadwerkelijk geïnvesteerd heeft om de beveiligingswerken uit te voeren. Bij een positief advies wordt de premie naar de aanvrager overgeschreven, tenzij de aanvrager dat uitdrukkelijk anders aangeeft.

Aanvragers moeten particulieren zijn (bewoner, huurder, eigenaar).

§3.4. Onder "gezin" wordt verstaan: het geheel van personen die deel uitmaken van het gezin van de aanvrager, of het nu gaat om personen ten laste of personen met een beroepsinkomen.

#### **Artikel 5 - Beveiligingsmaatregelen die in overweging worden genomen**

De maatregelen moeten tot de beveiliging van de hele woning bijdragen alsook de inbraakrisico's verminderen. Dit alles zal op een duidelijke en concrete wijze van beveiligen duiden. Investerings om woningen te beveiligen worden slechts in overweging genomen als ze bedoeld zijn om inbraakvertragende gevelelementen te leveren en plaatsen.

Louter technologische maatregelen zoals elektronische alarmsystemen en videobewaking komen niet in aanmerking voor een premieaanvraag.

#### **Artikel 6 - Procedures**

Voor de beveiligingswerken effectief worden uitgevoerd, vraagt de particulier een huisbezoek van de adviseur in diefstalpreventie aan. Die bezoekaanvraag wordt gericht aan het Preventiehuis (mail naar: [admin-prevention@audergem.brussels](mailto:admin-prevention@audergem.brussels) of bel naar 02/648.14.40).

In het geval dat geen enkel voorafgaand huisbezoek voor de beveiligingswerken door de adviseur in diefstalpreventie uitgevoerd werd, zal de premie niet toegestaan worden, uitgezonderd in de volgende uitzonderlijke omstandigheid: de woning heeft het voorwerp uitgemaakt van een effectieve diefstal en/of een poging tot inbraak.

Hiervoor is er een bewijs nodig van het bezoek van de politie (het nummer van het proces-verbaal van aangifte moet afgegeven worden)

Een aanvrager die met de lijst van prioriteiten opgesteld door de adviseur in diefstalpreventie rekening houdt, vermindert aanzienlijk het risico dat de beveiliging premie hem/haar geweigerd wordt.

Nadat de werken zijn uitgevoerd, vraagt de particulier een tweede huisbezoek van de adviseur in diefstalpreventie aan. Die stelt vervolgens een controleverslag op met een technisch advies over de beveiliging van de woning.

Het volledige aanvraagdossier moet gericht worden aan het Preventiehuis Oudergem - Waversesteenweg 1326 - uiterlijk op 30 november van het lopende jaar. Het dossier wordt per aangetekende brief verstuurd of rechtstreeks ter plaatse afgegeven, tegen een ontvangstbewijs. Een register met de aanvragen zal in functie van de datum van ontvangst van de dossiers bijgehouden worden, aangezien alle premies worden toegekend volgens chronologische volgorde van de indieningen tot de middelen op zijn.

Het ingediende dossier wordt aan het Schepencollege voorgesteld dat over de toekenning van de premie op basis

van de adviezen gegeven door de administratieve en financiële coördinatie van het Preventiehuis enerzijds en de adviseur in diefstalpreventie anderzijds beslist.

Bij een gunstige beslissing volgt het Preventiehuis de uitbetaling van de premie op bij de financiële dienst. Hierbij wordt een betalingstermijn gehanteerd van 30 dagen vanaf de ontvangst van de beslissing van het Schepencollege.

Elke ongunstige beslissing wordt ter kennis van de aanvrager gebracht en zal gemotiveerd zijn.

Onvolledige dossiers worden niet in aanmerking genomen.

#### **Artikel 7 - Vereiste stukken voor het aanvraagdossier**

1. Volledig ingevuld aanvraagformulier (bijlage 2);
2. Originele factuur of exacte kopie van aankopen/werken (leverancier, adres van het goed, datum, betaald bedrag, uitgevoerde werken en/of geleverd(e) product(en), referentienummer van de factuur). Er kunnen meerdere facturen worden ingediend indien er meerdere werkzaamheden aan hetzelfde goed werden uitgevoerd in hetzelfde jaar, maar ze moeten in één enkel dossier gebundeld worden.
3. Het controleverslag van de adviseur in diefstalpreventie dat u zijn/haar huisbezoek ontvangt nadat de werken uitgevoerd zijn.

#### ***Bij die drie documenten voegt u de volgende documenten voor een premieaanvraag tot € 400:***

4. De gezinssamenstelling met alle personen die effectief deel uitmaken van het gezin.
5. Het aanslagbiljet van de personenbelasting van het lopende jaar of het recentste jaar waarover elk gezinslid met een beroepsinkomen beschikt. Het belastbaar inkomen van heel het gezin zal in acht genomen worden en dit in het kader van de niet te overschrijden inkomstenvoorwaarden.

Indien het niet mogelijk is om een aanslagbiljet voor te leggen, is het nog steeds vereist om een bewijs met details van uw jaarlijks beroepsinkomen voor te leggen.

#### **Artikel 8 - Controle en fraude**

Elke premie die op basis van een frauduleuze of valse aanvraag toegekend werd zal ingevorderd worden afgezien van eventuele gerechtelijke vervolgingen.

#### **Artikel 9 - Toezichhoudende Overheid**

Huidig reglement treedt in voege van zodra de Toezichhoudende Overheid haar goedkeuring gegeven heeft.

#### **BIJLAGE 1 - Overzichtstabel met de documenten voor het aanvraagdossier**

Documenten die u moet voorleggen in uw aanvraagdossier	Premie tot € 100	Premie tot € 400
Aanvraagformulier (bijlage 2)	X	X
Originele aankoopfactuur/-facturen of exacte kopie/kopieën	X	X
Controleverslag van de adviseur in diefstalpreventie	X	X
Gezinssamenstelling	/	X
Aanslagbiljet van elk gezinslid met een inkomen (of een ander document dat uw inkomen aantoont bij gebrek aan een aanslagbiljet)	/	X
U verzendt het volledige dossier per aangetekende post of geeft het af bij het Preventiehuis voor 30 november van het lopende jaar (tegen ontvangstbewijs).	X	X

#### **BIJLAGE 2 - Aanvraagformulier**

#### **Persoonlijke gegevens van de aanvrager:**

Mevrouw Mijnheer

NAAM: ..... Voornaam: .....

Adres: .....

Tel.: ..... E-mail: .....

De premie moet gestort worden op de rekening op naam van: .....

Rekeningnummer (IBAN): BE.....

De aanvrager is de eigenaar / huurder van het beveiligde goed (schrapping is).

**Gegevens voor de aanvraag:**

Betreft de aanvraag een appartement / een huis / anders? (schrapping is).

Indien het een appartement betreft, op welke verdieping is het gelegen? .....

Hoeveel personen zijn er gedomicilieerd op het adres van de woning waarop de inbraakpreventiemaatregelen van toepassing zijn? .....

Was u reeds slachtoffer van een inbraak? ja - neen - inbraakpoging

Indien ja, werd er in de voorbije 12 maanden bij u ingebroken? .....

Hoelang woont u al in Oudergem? .....

Hoe kent u de beveiligingspremie van de gemeente Oudergem?

Gegevens van de woning waarop de inbraakpreventiemaatregelen van toepassing zijn (indien verschillend van de bovenvermelde woonplaats van de aanvrager):

Adres: .....nr.....Bus.....1160 Oudergem

**Gegevens over de uitgevoerde beveiligingswerken:**

Wanneer is de adviseur in diefstalpreventie bij u langsgekomen voor het voorbereidend huisbezoek?  
...../...../.....

Wanneer werden de werken uitgevoerd? ...../...../.....

Wanneer is de adviseur in diefstalpreventie bij u langsgekomen voor het controlebezoek? ...../...../.....

Welke elementen zijn aangepast? (deur, raam... + aangeven welke deur/welk raam):

Hoeveel kostten uw beveiligingswerken? € .....

Welke premie vraagt u aan (onder voorbehoud van administratieve controle)?

€ 100 - € 400 (schrapping is)

**Documenten die u bij dit formulier moet voegen:**

De originele factuur of een exacte kopie

Het controleverslag van de adviseur in diefstalpreventie

*Voor premieaanvragen tot € 400: Gezinssamenstelling en aanslagbiljet voor het gehele huishouden*

Ik verklaar kennis te hebben genomen van en in te stemmen met de voorwaarden van het reglement betreffende de gemeentepremie voor de beveiliging van woningen tegen inbraak van de gemeenteraad van ..... en verklaar dat alles gegevens in dit formulier waarheidsgetrouw en juist zijn.

Opgemaakt op ..... te .....

Handtekening

Wenst u op de hoogte gehouden te worden van het verder verloop van uw aanvraag:

Te bezorgen aan ADMINISTRATIEVE EN FINANCIËLE CEL  
PREVENTHUIS OUDERGEM  
Waverssesteenweg 1326 te 1160 Oudergem  
Per e-mail : [admin-prevention@audergem.brussels](mailto:admin-prevention@audergem.brussels)

**Opgelet, het volledige aanvraagdossier dient uiterlijk op 30 november van het jaar waarin u de aanvraag doet te worden ingediend (artikel van het gemeentereglement van ...).**

De gemeente Oudergem verwerkt de gegevens die u ons bezorgt om uw premieaanvraag te beantwoorden. Daarnaast worden uw gegevens voor statistische doeleinden verwerkt. Identificeerbare informatie zal nooit gepubliceerd worden. Uw gegevens worden niet gedeeld met derden.

U kunt toegang vragen tot uw gegevens of ze wijzigen indien nodig. U kunt uw toegangs- of wijzigingsrecht bij het College van Burgemeester en Schepenen uitoefenen, zij zijn verantwoordelijk voor de verwerking.

**BIJLAGE 3 - Ontvangstbewijs van een aanvraagdossier voor een beveiligingspremie bij het gemeentebestuur van Oudergem**

Ontvangstbewijs na afgifte van een aanvraagdossier voor een beveiligingspremie voor een privéwoning bij het Preventiehuis - Gemeentebestuur van Oudergem.

Dit ontvangstbewijs bevestigt dat het Preventiehuis uw dossier ontvangen heeft, maar bevestigt in geen geval dat het bezorgde dossier alle vereiste stukken bevat uit het toepasselijke reglement.

Het is de exclusieve verantwoordelijkheid van de administratieve en financiële cel van het Preventiehuis om uw dossier zorgvuldig te verwerken.

*Er wordt eveneens een kopie van dit ontvangstbewijs bezorgd aan de administratieve en financiële cel van het Preventiehuis.*

Datum: Stempel van de dienst

Persoon die het ontvangstbewijs heeft afgegeven: (familienaam en voornaam)

.....  
Handtekening

De Raad keurt het voorstel van beraadslaging goed.  
29 stemmers : 29 positieve stemmen.

ALDUS GEDAAN EN BERAADSLAAGD IN ZITTING.

De Gemeentesecretaris,  
(g) Etienne Schoonbroodt

De Voorzitter,  
(g) Christophe Magdalijs

VOOR EENSLUIDEND AFSCHRIFT  
Oudergem, 26 maart 2021

De Gemeentesecretaris,

De Burgemeester,

Etienne Schoonbroodt

Didier Gosuin